

Liberté

LIBERTÉ
ART & POLITIQUE

Lettre à Pierre Lassonde

Rémy Bourdillon

Number 324, Summer 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/90895ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (print)

1923-0915 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Bourdillon, R. (2019). Lettre à Pierre Lassonde. *Liberté*, (324), 46–50.

Tous droits réservés © Rémy Bourdillon, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Monsieur Pierre Lassonde
 Investisseur philanthrope
 Franco-Nevada Corporation
 199, Bay Street – Suite 2000
 P.O. Box 285
 Commerce Court Postal Station
 Toronto, Ontario
 M5L 1G9

Monsieur Lassonde,

C'est un honneur pour moi de m'adresser à un philanthrope de votre trempe, nommé «haut dirigeant socialement engagé» de l'année 2018 par la revue *Les Affaires*. Un titre d'ailleurs fort mérité: vous vous êtes rendu célèbre en redonnant à la société une partie de vos revenus. Vous avez offert 10 millions de dollars au projet d'agrandissement du Musée national des beaux-arts du Québec (dont un pavillon porte aujourd'hui votre nom) et vous multipliez les dons aux universités, au Canada comme aux États-Unis. Vous êtes reconnu comme un grand mécène, collectionneur de tableaux de peintres québécois.

Mais permettez-moi de vous exprimer ma déception quant à l'attitude regrettable que le Panama, pays pourtant reconnu pour sa mansuétude envers les hommes d'affaires, démontre à votre endroit. Voilà maintenant deux ans que ce petit pays refuse une prolongation de concession à l'entreprise Orla Mining, basée à Vancouver, et à sa filiale locale Minera Cerro Quema SA (MCQSA), l'empêchant de mener à bien son projet de mine d'or Cerro Quema. Ce n'est pas tout: les autorités panaméennes n'ont toujours pas approuvé l'étude d'impact environnemental que cette compagnie minière, dont vous êtes le deuxième actionnaire, derrière Goldcorp, a déposée en janvier 2015.

Ces temps-ci, la rumeur d'une fermeture de la mine plane même sur la région. D'après mes informations, 67 employés de MCQSA ont été remerciés à la fin janvier, et ils ne sont plus qu'une douzaine à travailler sur le site de ce qui devait devenir, d'après la communication de l'entreprise, une gigantesque mine à ciel ouvert. Il ne s'agissait pas de la première vague de licenciements: il y a déjà eu plus de 180 travailleurs à Cerro Quema, au cœur d'une région pauvre, la péninsule d'Azuero, où les promesses de retombées économiques ont alimenté les espoirs d'une partie de la population – et créé des dissensions avec ceux qui militaient pour la protection de l'environnement.

De votre côté, les quelque 20 millions de dollars que vous avez personnellement investis dans Orla Mining représentent sans doute de la mitraille: la société que vous avez créée, Franco-Nevada, a encaissé, rien qu'en 2016, plus de 800 millions\$US en redevances, provenant de compagnies aurifères dans lesquelles elle détient des parts. Vous naviguez

dans le monde peu connu de l'exploration minière, de ces compagnies que l'on appelle *juniors*. En gros, une *junior* prend des risques: elle acquiert une concession, se charge des études préliminaires, utilise ses résultats de forage pour aller chercher des investissements à la Bourse de Toronto et, *in fine*, démontrer qu'elle a la main sur un gisement «de classe mondiale», qu'elle revendra à gros prix à une compagnie aux reins assez solides pour se lancer dans la production. Pour un investisseur comme vous, il s'agit d'une forme de *gambling*: parfois on gagne, parfois on ne gagne pas.

Après m'être penché sur le cas de Cerro Quema, je pense comprendre pourquoi le Panama met ainsi des bâtons dans les roues de ce projet minier: il lui reproche quelques manquements à l'endroit de la population locale et de l'environnement. Et puisque je ne doute pas que votre générosité déborde des frontières de l'Amérique du Nord pour illuminer toute terre bénie piquetée d'or, je me permets de vous faire part, Monsieur Lassonde, d'un aide-mémoire pour philanthrope canadien voulant investir, par l'entremise d'une compagnie minière de la même nationalité, dans la République du Panama.

Le temps, c'est de l'argent. Prendre son temps pourrait donc être une forme de philanthropie !

Je vous entends d'ici rire dans votre fauteuil. Il s'agit là d'une hérésie pour une *junior*: le but de celle-ci est de gagner le plus d'argent possible, le plus rapidement possible. Le cours de l'or est un facteur déterminant à toutes les étapes du processus d'exploration et d'exploitation. Il n'y a donc nulle place pour la tergiversation – même si on pourrait penser que la présence d'actionnaires aussi bien intentionnés que vous permet de ne pas se presser.

Regardons un peu quels sont les résultats de cet empressement à Cerro Quema. Il y a neuf ans, Pershimco, une *junior* québécoise basée à Rouyn-Noranda, achète MCQSA (avant d'être elle-même avalée par Orla Mining, en 2016). Son objectif est alors d'augmenter les ressources, c'est-à-dire de mettre en évidence un potentiel aurifère plus important que celui déjà découvert. Elle se met aussi à chercher du cuivre, entreprenant des forages tous azimuts. Selon l'étude d'impact produite en 2015, MCQSA aura foré, à compter de l'acquisition de la propriété en 2010, 16 939 mètres de carottage dans 79 puits et 32 728 mètres de forage par circulation inverse dans plus de 330 puits.

«Rien qu'en 2012, ils ont fait 130 forages», m'a raconté Canzio Ciacci lorsque je l'ai rencontré pour la première fois, en 2015. Cet ancien directeur de la sécurité de la mine affirme que, lorsqu'une plate-forme de forage était aménagée, les employés poussaient négligemment la terre vers le bas. Toute cette terre a fini par se retrouver dans les ruisseaux qui parcourent le site. Les bassins de rétention des sédiments se sont remplis et leurs murs, dont l'entretien avait

été défaillant, ont dû être rehaussés en urgence. Pas assez vite, toutefois: en juillet 2013, en pleine saison des pluies, la boue est passée par-dessus les murs, et a dévalé jusqu'à la rivière Quema, dont les eaux sont restées brunes pendant trois jours.

Cet événement, ennuyeux pour les agriculteurs, entretient un climat de peur dans toute la péninsule d'Azuero: une contamination de l'eau y aurait de lourdes conséquences. Sur les 15 000 hectares de la concession minière, on retrouve les sources de plusieurs rivières qui revêtent une importance fondamentale dans cette région montagneuse, qui devient très aride en saison sèche, et où plusieurs villages doivent leur survie à l'agriculture.

Canzio Ciacci m'a aussi parlé de la propension de MCQSA à tailler dans les dépenses au détriment de l'environnement et de la santé des personnes: «Une compagnie qui vend des gabions [casiers de fils de fer remplis de roches] est venue faire des mesures lors de la reconstruction des murs et a recommandé d'utiliser des fils de fer recouverts de plastique, afin de les protéger contre l'acidité du ruisseau, dont le pH était très bas. Mais la directrice environnementale [de la mine] a opté pour des gabions normaux, moins chers. Résultat, le mur est rapidement devenu très oxydé.»

En août 2014, le ministère de l'Environnement panaméen a procédé à une inspection du site et a pu constater que la situation était problématique: on observait une érosion avancée des sols le long des chemins ainsi qu'une importante accumulation de sédiments dans un bassin de rétention, le rendant ainsi inopérant.

Évidemment, on ne saurait vous tenir responsable de tout cela, Monsieur Lasseonde. Vous n'avez investi dans ce projet qu'à la fin 2016. Plusieurs ex-employés que j'ai rencontrés sont formels: MCQSA a commencé à négliger l'environnement afin d'obtenir davantage de résultats d'exploration (donc davantage d'investissements) à la suite de l'arrivée à sa tête d'un nouveau directeur, Octavio Choy. Ce dernier est toujours l'homme de confiance d'Orla Mining sur place. Il n'a pas fait que des erreurs: sa manière agressive de forer la montagne a réussi à attirer l'attention d'un homme d'affaires aussi réputé que vous...

Pourquoi ne pas faire de la « philanthropie préventive » avec l'environnement ?

Chercher à protéger l'environnement, cela va de soi quand on exploite une mine. Mais il vaut mieux rajouter un cran de sécurité dans un pays tel que le Panama. Glenn Miller, professeur au Département des Ressources naturelles de l'Université du Nevada, va jusqu'à penser que l'exploitation minière à ciel ouvert devrait y être interdite, car elle serait incompatible avec les pluies abondantes qui frappent annuellement ce petit pays. Celles-ci favorisent le drainage minier acide, qui survient lorsque la roche dénudée est

oxydée par l'air et l'eau, créant une mouture toxique pour l'environnement.

Les fortes précipitations compliquent aussi la lixiviation en tas, procédé classique de traitement du minerai. La méthode comprend deux étapes. On entrepose d'abord le minerai en tas, avant de le lessiver avec une solution cyanurée, dans laquelle l'or se dissout. Puis, on récupère la solution enrichie d'or à la base du tas. Si ce processus a fait ses preuves dans les climats secs, il tend à faillir dans des zones tropicales. En 1998 à la mine Santa Rosa, par exemple, non loin du site de Cerro Quema, la paroi du bassin de lixiviation s'est rompue sous l'effet de fortes précipitations, et l'eau cyanurée qu'elle contenait s'est répandue dans les cours d'eau situés en aval, provoquant la mort de plus d'une demi-tonne de poissons et d'écrevisses, selon l'évaluation du Système national de protection civile du pays.

En 2007, à Bellavista, au Costa Rica, l'effet combiné des tremblements de terre et de la pluie a provoqué le glissement du tas de minerai vers les installations de la mine. Par chance, il n'y a eu aucune victime, mais les installations ont été fortement endommagées. La compagnie responsable de la mine, Glencairn, avait anticipé l'accident et rincé le tas au préalable. Selon l'ingénieur ontarien Dan Mackie, cet événement est la cause directe de l'interdiction par le gouvernement costaricain de toute exploitation minière à ciel ouvert. M. Mackie remarque aussi qu'à Cerro Quema, où peuvent survenir des séismes jusqu'à 6 sur l'échelle de Richter, un tel risque existe.

C'est d'ailleurs pourquoi la compagnie dont il est le président, Innovat MPS, a développé une technique de rechange: la lixiviation continue en cuve (*continuous vat leaching*, CVL), qui consiste à fluidifier le minerai dans une cuve grâce à de l'eau cyanurée. Le remplissage et le déchargement de la cuve se font en continu. Ce procédé, indifférent aux fortes précipitations, est plus sûr que la lixiviation en tas, notamment en cas de tremblement de terre.

Comme vous le savez peut-être, dans son étude de faisabilité du projet minier, le précédent propriétaire de MCQSA (Pershimco) avait retenu le procédé CVL, recommandé par une étude à laquelle le consultant indépendant Thomas McGrail avait participé, et selon qui, en optant pour ce procédé, «il n'y aurait pas eu de difficulté à traiter bien plus de 2500 tonnes par jour». MCQSA était même sur le point de construire une usine-pilote capable de traiter 500 tonnes de minerai par jour, avant qu'entre en scène, en juillet 2013, un nouveau consultant, Pierre Bureau, peu friand de la technologie CVL. Il la jugeait trop neuve et doutait qu'elle puisse s'appliquer à grande échelle. Il affichait une nette préférence pour la lixiviation en tas, qui avait donné de très bons résultats au dernier endroit où il avait travaillé, au Mexique. MCQSA a donc changé d'avis et opté pour la méthode traditionnelle, plus risquée pour l'environnement, et ce, même si des dépenses importantes avaient déjà été engagées. «En

général, les nouveaux projets miniers et leurs financiers préfèrent utiliser des procédés standards», m'a expliqué Thomas McGrail par courriel. Ainsi, en fusionnant avec Pershimco, Orla Mining a hérité du choix de la lixiviation en tas, et a décidé de le conserver malgré plusieurs relances de la part de Dan Mackie.

Monsieur Lassonde, pourquoi ne pas avoir profité de ce projet minier pour contribuer à développer une technologie plus propre, que vous aviez par ailleurs déjà entre les mains?

Prendre son temps, encore. Pour l'exploitation cette fois-ci.

MCQSA n'a eu de cesse de communiquer dans les journaux panaméens son intention de se lancer dans l'exploitation, un pas que les *juniors* franchissent parfois lorsqu'elles parviennent à obtenir du financement ou à former une coentreprise (*joint-venture*). Dans un premier temps, le cabinet d'ingénierie Innovat MPS avait conçu un plan pour extraire la ressource de manière responsable, en deux phases. D'abord, le minerai serait extrait du gisement de La Pava, situé à proximité de l'emplacement prévu de l'usine de traitement, et transporté par tapis roulant, plus sûr que des camions dans ce relief accidenté et parfois inondé par les pluies abondantes. Puis, forte de l'expérience acquise et de l'argent amassé, MCQSA pourrait s'attaquer au gisement de Quema/Quemita, plus difficile d'accès, en réutilisant le même tapis roulant démonté et déplacé.

Mais il faut croire que ce plan n'était pas assez rentable: MCQSA a fini par changer d'avis, choisissant plutôt de faire du *high grading* sur les deux gisements, exploités en même temps. Cette technique, dont les *juniors* ont l'habitude, consiste à extraire en premier lieu le minerai ayant la plus forte teneur en or. Cela permet d'obtenir d'excellents bénéfices économiques à court terme. On prétend garder les parties les moins riches du gisement pour plus tard, mais, comme l'explique Chris Wilson, président du cabinet de consultants Exploration Alliance sur le site spécialisé *Kitco*, «le minerai restant devient souvent peu ou pas rentable». En d'autres termes, en privilégiant la recherche de profit à court terme, on augmente le risque que la mine soit abandonnée après quelques années seulement. Or, le Panama a déjà donné en la matière: la mine d'or de Petaquilla y est tristement célèbre pour avoir été abandonnée en 2013 après quatre ans d'exploitation seulement, laissant un trou béant dans la forêt tropicale en plus d'un désastre social et environnemental. On y prévoyait vingt ans d'exploitation, mais une chute du cours de l'or a eu raison de ce projet, après des débuts pourtant très prometteurs. Une autre compagnie canadienne, Petaquilla Minerals (pour laquelle travaillait auparavant le directeur de MCQSA, Octavio Choy), est responsable de ce fiasco.

MCQSA a également abandonné l'idée des tapis roulants, préférant recourir au camionnage, afin de réduire les coûts

d'exploitation. «De l'opinion d'Innovat, ce sera un désastre», révèle une étude non publiée, rédigée par le président Dan Mackie sur le sujet – il m'en a fourni une copie. «Il y a un sérieux problème de ravinement durant la saison des pluies», précise l'étude, et l'entretien des tapis «représentera une part considérable des coûts d'exploitation». L'épisode de déversement de boue dans la rivière Quema, que j'ai évoqué plus haut, donne du poids à ces mises en garde.

Qu'à cela ne tienne, MCQSA, décidément pressée, a choisi de doubler le volume de production de sa future mine, passant à 10 000 tonnes extraites par jour, même si cela impliquerait de faire une nouvelle étude d'impact pour l'ensemble du projet. Ce choix abaisse par ricochet la durée de vie de la mine, la réduisant à cinq années et des poussières, alors qu'on estimait auparavant à onze ans sa période d'exploitation, ce qui représentait beaucoup plus d'emplois pour la région, principal argument invoqué pour vendre le chantier à la population locale.

L'étude d'impact de l'extraction d'or, réalisée par SNC-Lavalin, a été déposée en janvier 2015. Le Panama étant un pays sans tradition minière, le ministère de l'Environnement a humblement reconnu que son manque d'expérience dans ce domaine ne lui permettait pas d'analyser un tel document. Il a donc plutôt chargé un consultant argentin, Luis Cavanna, de le faire. Or, d'après ce dernier, cité par le journal *La Prensa*, l'étude «n'a pas atteint la qualité minimale requise pour son approbation par le ministère de l'Environnement». Le consultant ne s'est d'ailleurs pas gêné pour recommander au gouvernement du Panama d'effectuer une révision en profondeur des règlements sur l'impact environnemental des grands projets.

Plusieurs corrections ont permis de rendre l'étude d'impact acceptable aux yeux de M. Cavanna. Mais, au moment où j'écris ces lignes, celle-ci n'a toujours pas été approuvée par le ministère. J'espère que les paragraphes qui précèdent vous aident à comprendre pourquoi.

Après avoir cherché en vain du financement pour lancer cette mine d'or, Pershimco a finalement refile le projet à Orla Mining. La fusion a eu lieu début décembre 2016, à seulement trois mois de l'échéance de la concession. Orla a alors levé 50 millions de dollars pour éponger les dettes et... relancer les explorations! Le ministère du Commerce et de l'Industrie du Panama lui a accordé le droit de poursuivre l'exploration pendant que la demande de renouvellement de la concession est étudiée – prolongement qui n'a toujours pas été accordé, deux ans après que la demande a été déposée. Alors plutôt que de remettre en question les manières de faire de MCQSA, la *junior* de Vancouver s'intéresse maintenant aux réserves de cuivre...

Bien sûr, ce n'est pas vous qui avez choisi ces méthodes, Monsieur Lassonde. Mais c'est dans cela que vous avez investi votre argent.

Payer son dû à la société

Parmi les avocats de MCQSA, on retrouve un certain Luis Acevedo Ureña. OpenCorporates nous apprend que M. Acevedo Ureña a exploité pendant quelques mois une compagnie nommée Construxito avec sa mère, Maritza Ureña González, et un troisième larron, Aaron Missri Rodríguez. Ce dernier se trouve dans la liste des dirigeants de J&J Consulting, cabinet auquel MCQSA a versé 75 000\$US pour qu'il lui obtienne une exemption fiscale auprès de la Direction générale des impôts du Panama (DGI). Fait curieux, Maritza Ureña González est justement vérificatrice fiscale à la DGI...

Le 22 mars 2016, Pershimco a annoncé par voie de communiqué avoir obtenu du gouvernement panaméen «l'exonération des taxes sur toutes les marchandises locales et importées et sur les services pour tous les travaux exécutés sur les concessions minières de Cerro Quema».

Le même communiqué stipule que cette exonération aura «un effet positif sur la valeur actuelle nette et le taux de rendement interne du projet». Bref, on propose d'opérer un transfert, depuis le Trésor public panaméen, directement vers les poches des actionnaires.

Dans une entrevue publiée dans *La Presse* en 2012, vous déclariez, Monsieur Lassonde, que «[l]es affaires, ce n'est pas une fin en soi. Quand tu as réussi, il faut que tu te rendes utile et que tu en fasses profiter les autres. J'ai décidé de devenir philanthrope en 1995.» Bien sûr, si l'on regarde le site Web de MCQSA, on peut voir l'incidence positive qu'a eue la mine dans la région, en plus des salaires versés aux employés: repas chauds servis dans les écoles, équipements fournis à des équipes sportives, lits offerts au dispensaire. Mais la première des philanthropies ne consiste-t-elle pas d'abord à verser la totalité de son dû à l'État dans lequel on officie, afin qu'il puisse organiser et financer lui-même ses systèmes d'éducation et de santé?

Maintenir de bonnes relations avec la communauté et respecter la liberté d'expression

Le projet Cerro Quema laisse un goût particulièrement amer à Basilio Pérez. Ce dernier possède une petite ferme agrotouristique et un restaurant au bord de la rivière Quema, juste à côté de la propriété d'Orla Mining. Il a été directeur environnemental de MCQSA de février 2008 à août 2012. Il affirme avoir été renvoyé parce qu'il remettait en question les décisions d'Octavio Choy. C'est à ce dernier qu'il attribue les errements de la mine sur le plan environnemental, en plus d'un climat malsain, dans la mine aussi bien qu'autour de celle-ci: «Depuis l'arrivée de Choy, m'a-t-il expliqué dans son restaurant, on observe de la crainte chez les travailleurs. Plus aucun employé de Cerro Quema ne vient dans mon commerce, car ils ont peur de se faire renvoyer si on les voit ici.»

En juillet 2017, Basilio Pérez a appris que MCQSA le poursuivait en justice, à cause d'une dénonciation qu'il avait faite en 2015. Afin de démontrer que son gisement d'or était important et étendu, la compagnie a entrepris l'exploration de deux cibles lointaines, les *cerros* (monts) Idaida et La Pelona. Toutefois, les permis ont été obtenus après la réalisation des premiers forages, comme le prouvent des courriels internes (dont j'ai des copies), des témoignages de propriétaires terriens et les communiqués de Pershimco, où des résultats d'exploration ont été communiqués avant la date de délivrance des permis... M. Pérez, qui alors ne travaillait plus pour MCQSA, s'est emparé de ces éléments et est allé porter plainte au ministère public.

L'enquête du ministère sur le terrain a conclu qu'il n'y avait rien d'anormal: «L'entreprise Minera Cerro Quema SA, au moment de réaliser les explorations, avait tous les permis et les études d'impact environnemental requis pour mener à bien les activités au *cerro* Idaida.» Ces documents figureraient dans la première étude d'impact déposée par MCQSA, il y a une dizaine d'années, précisent les fonctionnaires. Si cela est vrai, alors Octavio Choy, qui a ordonné à ses employés de faire la demande de permis, l'ignorait lui-même!

MCQSA réclame à présent 40 000\$US en dommages et intérêts à Basilio Pérez, arguant que celui-ci avait signé un contrat de confidentialité avec la compagnie, et qu'il a «agi dans le but de porter préjudice à l'entreprise Minera Cerro Quema», ainsi que le stipule la poursuite menée par Luis Acevedo Ureña. L'avocat de M. Pérez, Héctor Cárdenas, pense plutôt qu'il a agi en bon citoyen en dénonçant ce qu'il a alors jugé être une atteinte possible à l'environnement. «Nous affirmons que l'exercice d'un droit ne peut jamais être considéré comme un acte illégal, surtout quand il s'agit de protéger l'environnement», m'a-t-il expliqué.

En poursuivant ainsi Basilio Pérez, MCQSA a provoqué l'ire de tout ce que le Panama compte d'écologistes. Plusieurs organisations de défense de l'environnement sont venues faire du piquetage devant le tribunal de la petite ville de Las Tablas lorsque la cause a été entendue par le juge.

«Tu sais bien ce que la mine veut, Basilio: t'utiliser comme un exemple, afin de faire peur à ceux qui oseraient parler», lui a lancé Canzio Ciacci, pendant que nous dégustions un *sancocho* dans son restaurant. Voilà où cette histoire s'est déplacée, Monsieur Lassonde: sur le terrain de la liberté d'expression. Le cas de Basilio Pérez a été présenté lors des audiences publiques de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, le 23 octobre 2017 à Montevideo, par des militants panaméens des droits de la personne. Eh oui, on parle de Cerro Quema jusque-là!

Je me demande quel message Orla Mining essaie de transmettre. Que là où l'industrie minière canadienne souhaite aller, la population doit la regarder faire en silence?

Souhaite-t-elle alimenter le sentiment de dépossession néocoloniale que ressent la population ? La mine s'est installée sans consulter personne, a divisé la communauté, et des autorités publiques défaillantes ont facilité le tout. Est-il besoin d'en rajouter une couche, d'autant plus que la compagnie ressort indemne de la plainte de M. Pérez ? Mes appels aux bureaux de Vancouver n'ont pas été retournés. Pas de réponse non plus du représentant des employés de MCQSA, José Bustamante, qui a organisé plusieurs manifestations pour demander que la concession soit enfin prolongée.

Dans les médias nationaux, Basilio Pérez est désormais présenté comme un militant de la cause environnementale. Ce chapeau ne lui va pourtant pas très bien : il a défendu le projet minier quand tout le monde autour de lui s'y opposait. « Je considère que les ressources sont là pour être utilisées, mais de manière durable, soutient-il. Je crois que l'extraction minière peut se réaliser, mais au Panama nous ne sommes pas encore prêts, nous n'avons pas de fonctionnaires ni d'entrepreneurs sérieux. »

Ces propos rejoignent ceux de Luis Cavanna, rapportés plus tôt, mais aussi, de manière générale, l'opinion populaire. La confiance que la population et les experts accordent au processus est actuellement très basse. La formation universitaire est à la remorque de l'industrie. Je vous ai déjà parlé de la mine abandonnée de Petaquilla, qui a fortement marqué les esprits. Le professeur Glenn Miller a visité le site et était formel quand il m'en a parlé au téléphone : « À Petaquilla, les autorités panaméennes ont démontré qu'elles ne pouvaient assurer qu'un tel projet soit mené d'une manière sûre pour l'environnement. »

On peut imaginer sans peine que la nonchalance des autorités représente une aide non négligeable lorsqu'il s'agit pour une compagnie d'augmenter ses chances d'obtenir de bons retours sur investissement rapidement. L'exploration minière est du *gambling*, vous disais-je plus tôt. Et plus on gagne, plus on peut peaufiner son image de bienfaiteur, à la maison.

Bien sûr, il serait injuste de vous tenir responsable de tous les mauvais choix qui ont été faits à Cerro Quema. Vous n'avez pas le contrôle sur ces choses-là – d'autant plus que vous n'aviez pas encore investi la moindre bille au moment où se déroulaient les événements que j'ai relatés. Mais ces décisions ont été prises dans le but d'attirer des personnes telles que vous, des investisseurs. Il fallait prouver – ou plutôt convaincre – qu'on pouvait produire beaucoup, et vite. Le climat, l'environnement, les doutes des employés et des voisins, tout ça compte pour peu.

Je ne vous utilise, vous et ce projet minier somme toute insignifiant, qu'en symboles pour décrire ce funeste milieu

qu'est l'industrie minière. Les millions qu'elle fait miroiter, la manière dont on idéalise des hommes d'affaires philanthropes qui ne font que placer leur capital sans trop se soucier de l'historique d'un projet minier et de sa bonne gestion, du moment qu'il offre des possibilités de profit... Tout cela pousse ces compagnies *juniors* à utiliser des raccourcis, à se soucier moins de ce qui se passe dans le voisinage de la mine que sur des graphiques à Toronto. Vous arrive-t-il seulement parfois de visiter les sites miniers desquels vous espérez retirer des bénéfices ? Sortez-vous des ambiances feutrées des musées pour aller parler à ces paysans qui craignent de voir leur environnement perturbé à tel point qu'ils ne pourront plus y pratiquer leur activité ? Rencontrez-vous ces travailleurs miniers soudainement remerciés parce que le cours de l'or a chuté, parce que la concession n'a pas été renouvelée, ou parce qu'ils ont posé trop de questions ? Que leur reste-t-il du rêve canadien de l'industrie minière, si ce n'est cette spirale de l'endettement que nous ne connaissons que trop bien, et que nous n'étions pas obligés d'exporter ? Vous souciez-vous de ces communautés déchirées entre les « pour » et les « contre », où des voisins en viennent à s'éviter ?

Mais peut-être devrait-on vous plaindre, nous plaindre. Au moment où j'écris ces lignes, tout porte à croire que ce projet minier ne verra jamais le jour, que vous allez y perdre de l'argent. Cela fera un peu moins de mécénat au Québec, et c'est bien dommage. Mais à toute chose malheur est bon : peut-être saurez-vous tirer les leçons de cet échec et, la prochaine fois, saurez pratiquer une philanthropie à la source.

Car qui a le pouvoir de changer les choses, sinon vous, les actionnaires, ceux qui tirent les cordons de la bourse ? Face aux tergiversations du gouvernement Trudeau, qui n'a toujours pas rempli sa promesse de nommer un ombudsman du secteur extractif, qui d'autre peut amener cette industrie, coupable de tant d'horreurs, à s'améliorer ? Il suffit pour cela de sacrifier un peu de vos profits, de vous assurer que les plus hauts standards sont respectés, d'impliquer la population – et non seulement par l'entremise de consultations fantoches qu'organisait Pershimco où seuls les travailleurs de la mine se pointaient, comme cela a été dénoncé dans des journaux panaméens. Certes, cela risque d'attirer un peu moins l'attention des médias du Québec...

Je sais bien que les affaires n'ont ni cœur ni émotions, Monsieur Lassonde. Mais vous avez là l'occasion de tester une nouvelle forme de mécénat. Ce ne serait sûrement pas la pièce la moins intéressante de votre collection. 

Je vous souhaite du succès dans vos affaires,
Rémy Bourdillon

• Journaliste indépendant, **Rémy Bourdillon** collabore à différents médias québécois et français. Il est l'auteur de *Faire campagne*, bédéréportage sur le milieu agricole québécois.